

Le Canada a "perdu des plumes" au cours des années récentes. La croissance de notre productivité s'est ralentie.

Le Canada ne peut se permettre de perdre la guerre économique. Encore moins la bataille commerciale. Trente pour cent de notre produit national brut est lié au commerce extérieur, comparativement à quinze pour cent pour le Japon et à dix pour cent pour les Etats-Unis. Seule la République Fédérale d'Allemagne, parmi les nations industrialisées, est davantage dépendante de son commerce extérieur. Pour un pays comme le Canada, il n'y a pas d'alternative. Il ne saurait y avoir de "splendide isolement". Dans le contexte de l'économie globale, le Canada doit faire face à la concurrence étrangère.

Malheureusement, c'est au moment où le Canada avait besoin de toute sa puissance pour conserver sa place parmi les grandes nations industrialisées, que son économie est allée à la dérive.

Conscient de cette situation et élu pour la corriger, le gouvernement auquel j'appartiens a décidé de prendre "le taureau par les cornes". Nous avons jugé qu'il fallait agir, sur deux aspects, pour rebâtir la puissance de ce pays et rendre à la population canadienne sa confiance en elle-même: renforcer l'économie et réaffirmer la souveraineté du Canada sur la scène internationale. Il s'agissait, dans notre esprit, des deux côtés d'une même médaille: seule une économie florissante peut redonner à notre souveraineté sa pleine signification. De même, le sentiment national ne peut s'affirmer que dans un contexte de sécurité économique.

Depuis quelque temps, l'économie canadienne se comporte mieux que celle de la plupart des autres pays industrialisés, malgré la forte pression sur notre dollar. Un récent rapport de l'OCDE montre que nous sommes sur la bonne voie. Plus de cinq cent quatre vingts mille nouveaux emplois ont été créés au cours des seize derniers mois et le taux de chômage est de moins de dix pour cent pour la première fois au cours des quatre ou cinq dernières années.

L'abondance des capitaux à long terme, qui financent la majeure partie des investissements des entreprises, continue de jouer en faveur du Canada.

C'est dans un climat de santé économique retrouvée que nous pouvons envisager le plein exercice de notre souveraineté. Je ne veux pas dire la souveraineté dans un sens restreint, si important soit-elle, mais plutôt celle qui s'étend à l'ensemble des activités de la politique étrangère